



The European Agricultural Fund for Rural Development:
Europe investing in rural areas

Rapport annuel de mise en œuvre

France - Rural Development Programme (Regional) - Franche-Comté

Rapport annuel de mise en œuvre	
Période	01/01/2024 - 31/12/2024
Version	2024.0
Statut - Nœud actuel	Prêt pour envoi - Région Franche-Comté
Référence nationale	
Date d'approbation par le comité de suivi	

Version du programme en vigueur	
CCI	2014FR06RDRP043
Type de programme	Programme de développement rural
Pays	France
Région	Franche-Comté
Période de programmation	2014 - 2022
Version	13.0
Numéro de la décision	C(2023)9171
Date de la décision	18/12/2023
Autorité de gestion	Conseil régional de Franche-Comté
Organisme de coordination	Agence de Services et de Paiement

Table des matières

1. INFORMATIONS CLÉS SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME ET SES PRIORITÉS.....	4
1.a) Données financières	4
1.b) Indicateurs communs et spécifiques au programme et valeurs cibles chiffrées	4
1.b1) Tableau récapitulatif	4
1.c) Informations clés sur la mise en œuvre du PDR sur la base des données issues des points a) et b) par domaine prioritaire	16
1.d) Informations clés sur les progrès réalisés par rapport aux valeurs intermédiaires définies dans le cadre de performance sur la base du tableau F	26
1.e) Autre élément spécifique du PDR [facultatif]	27
1.f) Le cas échéant, la contribution aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes	27
1.f1) EUSALP	28
1.g) Taux de change utilisé pour la conversion dans le RAMO (pays hors zone euro).....	33
2. ÉTAT D'AVANCEMENT DU PLAN D'ÉVALUATION	34
2.a) Description de toutes les modifications apportées au plan d'évaluation, dans le PDR au cours de l'exercice, avec leur justification.	34
2.b) Description des activités d'évaluation menées au cours de l'année (en ce qui concerne la section 3 du plan d'évaluation).	34
2.c) Description des activités entreprises dans le cadre de la fourniture et de la gestion des données (concernant la section 4 du plan d'évaluation).	34
2.d) Une liste des évaluations réalisées, y compris des références à l'adresse où elles ont été publiées en ligne.	35
2.e) Un résumé des évaluations réalisées mettant l'accent sur les constatations de l'évaluation.	36
2.f) Description des activités de communication entreprises dans le cadre de la publicité donnée aux conclusions de l'évaluation (concernant la section 6 du plan d'évaluation).	36
2.g) Description du suivi donné aux résultats de l'évaluation (en ce qui concerne la section 6 du plan d'évaluation).	37
3. PROBLÈMES ENTRAVANT LA RÉALISATION DU PROGRAMME AINSI QUE LES MESURES PRISES	38
3.a) Description des mesures prises pour assurer la qualité et l'efficacité de la mise en œuvre du programme	38
3.b) Mécanismes de mise en œuvre de qualité et efficaces	44
4. MESURES PRISES POUR METTRE EN ŒUVRE LE SOUTIEN TECHNIQUE ET LES EXIGENCES EN MATIÈRE DE PUBLICITÉ DU PROGRAMME.....	45
4.a) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN et la mise en œuvre de son plan d'action	45
4.a1) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN (structure de gouvernance et unité d'appui au réseau).....	45
4.a2) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en œuvre du plan d'action	46

4.b) Les mesures prises pour assurer la publicité du programme [article 13 du règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission]	46
5. ACTIONS MENÉES POUR SATISFAIRE AUX CONDITIONS EX ANTE.....	48
6. DESCRIPTION DE LA MISE EN ŒUVRE DES SOUS-PROGRAMMES	49
7. ÉVALUATION DES INFORMATIONS ET DES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DU PROGRAMME.....	50
8. MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS VISANT À PRENDRE EN COMPTE LES PRINCIPES ÉNONCÉS AUX ARTICLES 5,7 ET 8 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013	51
9. PROGRÈS ACCOMPLIS EN VUE DE GARANTIR UNE APPROCHE INTÉGRÉE DE L'UTILISATION DU FEADER ET DES AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS DE L'UNION.....	53
10. RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DES INSTRUMENTS FINANCIERS [ARTICLE 46 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013].....	54
11. TABLEAUX D'ENCODAGE DES INDICATEURS COMMUNS ET SPÉCIFIQUES AU PROGRAMME ET VALEURS CIBLES CHIFFRÉES.....	55
Annexe II	56
Documents	68

1. INFORMATIONS CLÉS SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME ET SES PRIORITÉS

1.a) Données financières

Voir les documents joints

1.b) Indicateurs communs et spécifiques au programme et valeurs cibles chiffrées

1.b1) Tableau récapitulatif

Domaine prioritaire 1A						
Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible 2025
T1 : pourcentage des dépenses relevant des articles 14, 15 et 35 du règlement (UE) n° 1305/2013 dans le total des dépenses au titre du PDR (domaine prioritaire 1A)	2014-2024			0,21	80,07	0,26
	2014-2023			0,19	72,44	
	2014-2022			0,17	64,82	
	2014-2021			0,14	53,38	
	2014-2020			0,14	53,38	
	2014-2019			0,06	22,88	
	2014-2018					
	2014-2017					
	2014-2016					
	2014-2015					

Domaine prioritaire 1B						
Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible 2025
T2: nombre total d'opérations de coopération soutenues au titre de la mesure de coopération [article 35 du règlement (UE) n° 1305/2013] (groupes, réseaux/pôles, projets pilotes...) (domaine prioritaire 1B)	2014-2024			8,00	160,00	5,00
	2014-2023			7,00	140,00	
	2014-2022			6,00	120,00	
	2014-2021			5,00	100,00	
	2014-2020			3,00	60,00	
	2014-2019			2,00	40,00	
	2014-2018					
	2014-2017					
	2014-2016					
	2014-2015					

Domaine prioritaire 1C						
Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible 2025
T3: nombre total de participants formés en vertu de l'article 14 du règlement (UE) n° 1305/2013 (domaine prioritaire 1C)	2014-2024			5 369,00	88,50	6 067,00
	2014-2023			5 164,00	85,12	
	2014-2022			4 223,00	69,61	
	2014-2021			3 989,00	65,75	
	2014-2020			3 204,00	52,81	
	2014-2019			1 401,00	23,09	
	2014-2018					
	2014-2017					
	2014-2016					
	2014-2015					

Domaine prioritaire 2A							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible 2025
T4: pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation (domaine prioritaire 2A)		2014-2024	14,94	117,16	10,42	81,71	12,75
		2014-2023	14,93	117,08	10,14	79,52	
		2014-2022	14,94	117,16	9,14	71,67	
		2014-2021	11,50	90,18	7,35	57,64	
		2014-2020	9,60	75,28	8,82	69,16	
		2014-2019	7,79	61,09	7,79	61,09	
		2014-2018	6,38	50,03	3,26	25,56	
		2014-2017	4,64	36,39			
		2014-2016	2,42	18,98	0,50	3,92	
		2014-2015	0,22	1,73	0,22	1,73	
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	1 118 081,57	89,16	1 005 465,25	80,18	1 254 028,08
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	68 025 814,46	96,77	50 087 692,28	71,25	70 294 539,54
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	69 143 896,03	96,64	51 093 157,53	71,41	71 548 567,62

Domaine prioritaire 2B							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible 2025
T5: pourcentage d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR (domaine prioritaire 2B)		2014-2024	25,16	166,21	24,56	162,24	15,14
		2014-2023	23,23	153,46	21,67	143,15	
		2014-2022	21,94	144,94	20,07	132,58	
		2014-2021	19,43	128,36	18,06	119,31	
		2014-2020	17,30	114,28	17,30	114,28	
		2014-2019	10,33	68,24	10,22	67,51	
		2014-2018	15,47	102,20	8,18	54,04	
		2014-2017	9,69	64,01	2,38	15,72	
		2014-2016	7,74	51,13	2,32	15,33	
		2014-2015	1,93	12,75	1,93	12,75	
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	62 900 973,44	86,61	60 943 769,46	83,91	72 628 235,89
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	62 900 973,44	86,61	60 943 769,46	83,91	72 628 235,89

Domaine prioritaire 3A							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible 2025
T6: pourcentage d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des groupements/organisations de producteurs (domaine prioritaire 3A)		2014-2024	1,41	106,40	1,41	106,40	1,33
		2014-2023	1,41	106,40	0,55	41,50	
		2014-2022	1,41	106,40	0,40	30,18	
		2014-2021	1,41	106,40	0,91	68,67	
		2014-2020	1,41	106,40	1,41	106,40	
		2014-2019	1,00	75,46	1,00	75,46	
		2014-2018	0,67	50,56	0,49	36,98	
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
pourcentage d'entreprises agro-alimentaires bénéficiant d'un soutien pour la transformation et la commercialisation de produits agricoles (en %) (%)		2014-2024			20,75	207,50	10,00
		2014-2023			15,92	159,20	
		2014-2022			14,49	144,90	
		2014-2021			11,98	119,80	
		2014-2020			10,73	107,30	
		2014-2019			4,51	45,10	
		2014-2018			4,29	42,90	
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M03	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	159 452,77	98,79	159 452,77	98,79	161 411,11
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	34 688 572,43	96,19	25 187 945,44	69,85	36 062 279,05
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	34 848 025,20	96,20	25 347 398,21	69,97	36 223 690,16

Priorité P4						
Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible 2025
T13: pourcentage des terres forestières sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)	2014-2024			0,13	179,62	0,07
	2014-2023			0,11	151,98	
	2014-2022			0,10	138,17	
	2014-2021			0,07	96,72	
	2014-2020			0,06	82,90	
	2014-2019			0,07	96,72	
	2014-2018			0,02	27,63	
	2014-2017					
	2014-2016					
	2014-2015					
T8: pourcentage des forêts ou autres zones boisées sous contrats de gestion soutenant la biodiversité (domaine prioritaire 4A)	2014-2024			0,13	179,62	0,07
	2014-2023			0,11	151,98	
	2014-2022			0,10	138,17	
	2014-2021			0,07	96,72	
	2014-2020			0,06	82,90	
	2014-2019			0,07	96,72	
	2014-2018			0,02	27,63	
	2014-2017					
	2014-2016					
	2014-2015					
T12: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)	2014-2024			11,44	198,35	5,77
	2014-2023			11,28	195,57	
	2014-2022			10,81	187,43	
	2014-2021			9,94	172,34	
	2014-2020			8,29	143,73	

		2014-2019			4,85	84,09	
		2014-2018			4,81	83,40	
		2014-2017			1,73	30,00	
		2014-2016			1,30	22,54	
		2014-2015			36,26	628,68	
T10: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l’eau (domaine prioritaire 4B)		2014-2024			12,02	120,60	9,97
		2014-2023			11,86	118,99	
		2014-2022			11,40	114,38	
		2014-2021			10,51	105,45	
		2014-2020			8,79	88,19	
		2014-2019			8,40	84,28	
		2014-2018			5,54	55,58	
		2014-2017			4,13	41,44	
		2014-2016			0,35	3,51	
		2014-2015			0,35	3,51	
T9: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ou la préservation des paysages (domaine prioritaire 4A)		2014-2024			13,94	82,31	16,94
		2014-2023			13,76	81,24	
		2014-2022			13,24	78,17	
		2014-2021			12,14	71,68	
		2014-2020			10,32	60,93	
		2014-2019			9,76	57,63	
		2014-2018			6,93	40,92	
		2014-2017			5,66	33,42	
		2014-2016			0,96	5,67	
		2014-2015			35,91	212,02	
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	6 001 122,64	69,38	4 965 053,77	57,40	8 649 500,00

M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	22 309 276,00	99,34	17 319 014,38	77,12	22 457 725,40
M10	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	43 623 121,20	94,04	42 707 228,32	92,06	46 388 749,33
M11	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	48 043 035,60	101,68	44 523 168,51	94,23	47 250 541,33
M12	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024					1 333,33
M13	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	479 073 345,62	99,89	479 073 342,62	99,89	479 589 044,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	599 049 901,06	99,13	588 587 807,60	97,39	604 336 893,39

Domaine prioritaire 5B							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible 2025
T15: total des investissements (€) dans l'efficacité énergétique (domaine prioritaire 5B)		2014-2024	16 850 779,96	106,38	14 836 147,88	93,66	15 840 682,54
		2014-2023	16 860 299,88	106,44	13 198 317,11	83,32	
		2014-2022	16 757 805,88	105,79	11 785 393,74	74,40	
		2014-2021	13 959 102,45	88,12	9 531 683,73	60,17	
		2014-2020	13 034 949,94	82,29	8 268 457,13	52,20	
		2014-2019	8 767 299,44	55,35	6 313 440,64	39,86	
		2014-2018	8 835 000,44	55,77	5 006 439,46	31,60	
		2014-2017	7 245 728,16	45,74	1 470 594,89	9,28	
		2014-2016	977 068,81	6,17	977 068,81	6,17	
		2014-2015	693 983,38	4,38	693 983,38	4,38	
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	5 984 387,02	94,45	5 263 853,38	83,07	6 336 273,02
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	5 984 387,02	94,45	5 263 853,38	83,07	6 336 273,02

Domaine prioritaire 5C							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible 2025
T16: total des investissements (€) dans la production d'énergie renouvelable (domaine prioritaire 5C)		2014-2024	51 612 774,54	93,45	44 005 137,51	79,67	55 232 675,24
		2014-2023	53 113 274,07	96,16	36 865 339,51	66,75	
		2014-2022	52 454 066,80	94,97	34 161 809,93	61,85	
		2014-2021	45 549 305,76	82,47	24 125 471,05	43,68	
		2014-2020	44 654 446,22	80,85	19 067 357,16	34,52	
		2014-2019	13 417 831,33	24,29	13 398 137,30	24,26	
		2014-2018	24 337 911,87	44,06	9 689 408,71	17,54	
		2014-2017	12 188 267,79	22,07	2 955 568,62	5,35	
		2014-2016	1 462 162,69	2,65	769 162,69	1,39	
		2014-2015	124 773,81	0,23	124 773,81	0,23	
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	241 968,47	174,65	186 703,12	134,76	138 546,14
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	12 148 274,49	89,93	8 806 988,65	65,20	13 508 244,84
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	3 208 680,87	118,65	2 378 623,30	87,96	2 704 231,75
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	2 837 657,40	93,19	2 837 657,79	93,19	3 044 952,38
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	18 436 581,23	95,05	14 209 972,86	73,26	19 395 975,11

Domaine prioritaire 5E							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible 2025
Surface forestière concernée par l'amélioration de la valeur environnementale des peuplements forestiers (hectares)		2014-2024			17,57	70,28	25,00
		2014-2023			17,57	70,28	
		2014-2022			17,57	70,28	
		2014-2021			4,57	18,28	
		2014-2020					
		2014-2019					
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	182 903,60	64,69	180 647,88	63,89	282 738,48
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	317 432,56	90,95	206 731,34	59,23	349 029,65
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	500 336,16	79,20	387 379,22	61,32	631 768,13

Domaine prioritaire 6B						
Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible 2025
T23: emplois créés dans les projets soutenus (Leader) (domaine prioritaire 6B)	2014-2024			5,00	3,70	135,00
	2014-2023			5,00	3,70	
	2014-2022			3,00	2,22	
	2014-2021					
	2014-2020					
	2014-2019					
	2014-2018					
	2014-2017					
	2014-2016					
	2014-2015					
T22: pourcentage de la population rurale bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (domaine prioritaire 6B)	2014-2024			26,08	86,93	30,00
	2014-2023			25,83	86,10	
	2014-2022			3,65	12,17	
	2014-2021			2,76	9,20	
	2014-2020			2,76	9,20	
	2014-2019			1,70	5,67	
	2014-2018			0,86	2,87	
	2014-2017					
	2014-2016					
	2014-2015					
T21: pourcentage de la population rurale concernée par les stratégies de développement local (domaine prioritaire 6B)	2014-2024			42,91	134,09	32,00
	2014-2023			42,91	134,09	
	2014-2022			42,91	134,09	
	2014-2021			42,91	134,09	
	2014-2020			42,91	134,09	

		2014-2019			42,91	134,09	
		2014-2018			42,91	134,09	
		2014-2017			42,91	134,09	
		2014-2016			42,91	134,09	
		2014-2015			42,91	134,09	
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	18 089 736,46	105,26	9 149 188,16	53,24	17 186 355,56
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	469 643,78	96,12	469 643,78	96,12	488 623,81
M19	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	46 338 995,21	128,90	29 094 954,02	80,93	35 950 915,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	64 898 375,45	121,02	38 713 785,96	72,19	53 625 894,37

1.c) Informations clés sur la mise en œuvre du PDR sur la base des données issues des points a) et b) par domaine prioritaire

Commentaires sur les données présentées dans les tableaux du point 1.a de ce rapport

Le rapport annuel financier de 2024 (table 1.2) montre que ce sont 56 032 322, 89 euros de dépenses publiques qui ont été payés au titre du solde et des acomptes relatifs à l'ensemble des mesures. Sur ce total de dépenses publiques, ce sont 42 808 554,28 euros de FEADER qui ont été appelés cette année.

Depuis le début de la programmation et toutes mesures confondues (table 1.3) ce sont 783 198 985,60 euros de dépenses publiques qui ont été payés au titre du solde et des acomptes. Sur ce total ce sont 575 607 661,15 euros de FEADER qui ont été appelés.

Commentaires sur les données présentées dans les tableaux du point 1.b de ce rapport :

La méthode de comptage retenue pour la majorité des priorités est la prise en compte des dossiers soldés au 31/12/2024. Cette règle ne s'applique pas à la priorité 2 pour laquelle nous avons pris en compte les dossiers au stade du premier paiement.

PRIORITE 1 : Favoriser le transfert de connaissances et l'innovation

Domaines prioritaires 1a, 1b et 1c

Mesure 1 :

Au total depuis le début de la programmation ce sont 16 dossiers qui ont été engagés pour le type d'opération 1.1.A « Aide à la formation professionnelle et à l'acquisition de compétences » ; ils représentent 1 542 953,74 euros de dépenses publiques. Les bénéficiaires de ces opérations sont deux organismes de formation (forêt et agriculture) qui sont en autofinancement et proposent différents modules de formation chaque année.

Mesure 16 :

Aucun nouveau dossier n'a été engagé au titre de l'opération 16.7B « Elaboration et animation de stratégie locale de développement forestier FRC » en 2024 au titre de la priorité 1.

Les données présentées dans le domaine prioritaire 1a, 1b et 1c montrent que:

- *L'indicateur T1 (pourcentage des dépenses relevant des articles 14, 15 et 35 du règlement (UE) n° 1305/2013 dans le total des dépenses au titre du PDR (domaine prioritaire 1A)) atteint 80,07 % de sa valeur cible pour 2025.*
- *L'indicateur T2 (nombre total d'opérations de coopération soutenues au titre de la mesure de coopération [article 35 du règlement (UE) n° 1305/2013] (groupes, réseaux/pôles, projets pilotes...) (domaine prioritaire 1B)), dépasse sa valeur cible pour 2025.*
- *L'indicateur T3 (nombre total de participants formés en vertu de l'article 14 du règlement (UE) n°*

1305/2013 (domaine prioritaire 1C)), atteint 88,50 % de sa valeur cible pour 2025.

PRIORITE 2 : renforcer la compétitivité de tous les types d'agriculture et améliorer la viabilité des exploitations

La méthode de comptage a été modifiée pour cette seule priorité. Ainsi, les dossiers pris en compte sont ceux ayant fait l'objet à minima d'un premier paiement, cela s'applique à toutes les types d'opération de cette priorité. Cette modification permet notamment de prendre en compte les DJA payée à 80% dès l'année 2018.

Domaine prioritaire 2A

Mesure 1 :

Au total depuis le début de la programmation ce sont 7 dossiers qui ont été engagés pour le type d'opération 1.1.A pour le domaine prioritaire 2A ; ils représentent 1 118 081,57 euros de dépenses publiques, soit 89,16 % de la maquette.

Ce sont 112822,17 euros de dépenses publiques qui ont été réalisés en 2024. Il s'agit d'organismes de formation qui doivent être certifiés et qui sont en autofinancement (pas de cofinanceurs), ce qui limite les possibilités de recours à cette opération.

Mesure 4 :

Les paiements annuels s'élèvent à 8 178 945,49 euros de dépenses publiques au titre des opérations suivantes :

- « 4.1.A : Aide à la construction, rénovation et aménagement des bâtiments d'élevage »
- « 4.1.D : AAI en faveur de la mise en place de productions agricoles peu présentes »
- « 4.1. : PMBE : Modernisation PMBE volet 2 »- « 4.2.B : AAI en faveur transformation et commercialisation de produits agricoles »
- « 4.3.D : Investissements connexes aux aménagements fonciers »

Depuis le début de la programmation le taux d'engagement cumulé s'élève à 96,77 % de la maquette.. Le montant des dépenses publiques ayant fait l'objet d'un premier paiement s'élève à 50 087 692,28 euros soit 71,25 % de la maquette prévue pour cette mesure, soit une hausse de 11,63 points en un an.

Au 31/12/2024, ce sont 36 appels à projets qui ont été lancés depuis le début de la programmation, dont 7 l'ont été au titre des dispositifs financés via l'EURI.

Eléments d'analyse du tableau 1 b portant sur la période 2014-2024 :

Les données présentées dans le domaine prioritaire 2A montrent :

- *une progression de l'indicateur T4 (pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements) qui atteint 81,71% de sa valeur cible.*

Domaine prioritaire 2B

Mesure 6 :

Les dépenses publiques engagées en 2024 s'élèvent à 5 507 931 euros au titre de cette mesure. Ils correspondent aux engagements des opérations suivantes : 6.1A (Aide à l'installation DJA Franche-Comté), 6.1B (Aide à l'installation PB Franche-Comté) et 6.4C (Aides aux investissements dans des activités non agricoles). Pour cette même année, ce sont 10 931 673,05 euros de dépenses publiques qui ont été payées.

Les engagements cumulés depuis le début de la programmation s'élèvent 86,61 % de la maquette dédiée à cette mesure..

Les paiements cumulés représentent 83,91 % de la maquette dédiée.

Eléments d'analyse du tableau 1 b portant sur la période 2014-2024 :

Les données présentées dans le domaine prioritaire 2B montrent que :

- L'indicateur T5 (pourcentage d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR) s'établit à 24,56% en 2024. Pour rappel, depuis 2018, toutes les DJA ayant un acompte sont comptées pour la réalisation de cet indicateur.

PRIORITE 3 : Promouvoir l'organisation de la chaîne alimentaire et la gestion du risque en agriculture

Domaine prioritaire 3A

Mesure 3 :

Pour le type d'opération 3.1A « Aide à la certification à l'agriculture biologique » aucun engagement et aucun paiement n'a été réalisé. Le taux d'engagement sur cette mesure atteint 98,79 %. Ce sont 159 452,77 euros de dépenses publiques qui ont été soldés depuis le début de la programmation.

Mesure 4 :

Pour l'année 2024, 1 256 988,17 euros ont été désengagés au titre de l'opération « 4.2.A : Soutien aux investissements des industries agroalimentaires ». Ces désengagements font suite à des sous-réalisations de dossiers constatées au solde de ces derniers. 25 187 945,44 euros de dépenses publiques ont été payés depuis 2014, dont 9 540 917,33 l'ont été en 2024, portant le taux de réalisation pour cette mesure à 688,85% (augmentation de 26,46 points de pourcentage en un an)

Depuis le début de la programmation ce sont 96,19% des crédits maquettés qui ont été engagés.

123 dossiers IAA ont été soldés depuis 2014, dont 34 l'ont été au cours de l'année 2024.

Éléments d'analyse du tableau 1 b portant sur la période 2014-2024 :

Les données présentées dans le domaine prioritaire 3A montrent que :

- *L'indicateur T6 « pourcentage d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité » atteint 1,41% en réalisation, atteignant 106,4% de sa valeur cible pour 2025.*
- *L'indicateur pourcentage d'entreprises agro-alimentaires bénéficiant d'un soutien pour la transformation et la commercialisation a dépassé sa valeur cible.*

PRIORITE 4 : restaurer, préserver et renforcer les écosystèmes liés à l'agriculture et à la foresterie

Domaine prioritaire 4A

Mesure 4 :

Pour l'année 2024, ce sont 1 209 045,93 euros de dépenses publiques qui ont été payés au titre de cette mesure. Ces paiements concernent les opérations 4.1.C « aides aux investissements en faveur de d'alternatives pour la réduction des intrants » financée via le FEADER Relance depuis 2021 et 4.1.E : « aides à la réalisation d'aires de lavage et de remplissage de pulvérisateurs » financée via le FEADER Socle. Les paiements cumulés s'élèvent à 4 965 053,77 euros de dépenses publiques.

Mesure 7 :

Au 31 décembre 2024, le montant des dépenses publiques engagées au titre de cette mesure s'élève à 22 309 276 euros. Il correspond aux engagements des opérations suivantes :

- 7.6B (Mise en valeur des espaces pastoraux),
- 7.6C2 (contrats Natura 2000 - en milieux non-agricoles et non-forestiers),
- 7.6D (Animation des documents de gestion des sites Natura 2000),
- 7.1B (Elaboration et révision des documents d'objectifs Natura 2000).
- 7.6C1 (Contrats naturels en milieu forestier)
- 7.6A Aide à l'adaptation de la conduite pastorale des troupeaux soumis au risque de prédation par les grands prédateurs
- 7.4A (Services de base locaux pour la population rurale) (depuis 2019)

À cette même date, la dépense publique soldée s'élève à 17 319 014,38, dont 2 629 283,19 € l'ont été en 2024.

Mesure 10 :

Au 31 décembre 2024, le montant des engagements s'élève à 43 623 121,20 euros de dépenses publiques et les paiements à 42 707 228,32 euros de dépenses publiques depuis le début de la programmation, dont 393 850,06 € en 2024.

Mesure 11 :

Au 31 décembre 2024, le montant des engagements sur cette mesure s'élève à 48 043 035,60 euros pour des paiements s'élevant à 44 523 168,51 euros de dépenses publiques.

Mesure 12 :

L'opération 12.3.A (Paiement des indemnités en faveur des zones agricoles incluses dans des plans de gestion de district) n'a pas été déployée. Cette opération a été intégrée dans le PDR conformément au cadrage national, elle vise à faciliter la mise en œuvre d'une décision juridique contraignante. En l'absence de cette décision, cette mesure n'a pas été déployée.

Mesure 13 :

En 2024 des dossiers déjà payés ont été désengagés, faisant chuter le montant engagé et payé pour cette mesure de 94 371,76 euros de dépense publique. Ce sont 479 073 345,62 euros qui ont été engagés et 479

073 345,62 euros qui ont été payés au titre de l'ICHN depuis le début de la programmation.

Eléments d'analyse du tableau 1 b portant sur la période 2014-2022 :

Les données présentées dans la priorité 4 montrent :

Pour les terres agricoles :

- *Soutenant la biodiversité (domaine prioritaire 4a), l'indicateur T9 enregistre un taux de réalisation de 13,94 % pour un objectif de 16,94 %*
- *Améliorant la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4b), l'indicateur T10 enregistre un taux de réalisation 12,02 % pour un objectif de 9,97 %*
- *Luttant contre l'érosion (domaine prioritaire 4c) l'indicateur T12 enregistre un taux de réalisation 11,48 % pour un objectif de 5.77 %*

Pour les terres forestières :

- *Luttant contre l'érosion (domaine prioritaire 4c) l'indicateur T13 enregistre un taux de réalisation à 0,13 % pour un objectif de 0,07%.*
- *Soutenant la biodiversité (domaine prioritaire 4a), l'indicateur T8 enregistre un taux de réalisation à 0,13% pour un objectif de de 0,07 %.*

PRIORITE 5 : Favoriser l'utilisation efficace des ressources et la transition vers une économie à faible intensité carbonique dans les secteurs de l'agriculture, l'alimentation et la sylviculture.

Domaine prioritaire 5B

Mesure 4 :

En 2024, ce sont 18 733,741 euros de dépenses publiques qui ont été désengagés sur l'opération 4.1.B (aides aux investissements en faveur de la performance énergétique des exploitations agricoles). ». Ces désengagements font suite à des sous-réalisations de dossiers constatées au solde de ces derniers. En 2024, ce sont 664 910,81 euros de dépenses publiques qui ont été soldés au titre des opérations relatives à la performance énergétique.

Depuis le début de la programmation le taux d'engagement atteint 94,74 % des dépenses publiques de la maquette et les paiements 83,07 % de ces dépenses (+ 10,49 points de progression sur l'année 2024).

Eléments d'analyse du tableau 1 b portant sur la période 2014-2024 :

- *L'indicateur T15 « total des investissements dans l'efficacité énergétique » atteint 93,66 % de sa*

valeur cible en réalisation.

Domaine prioritaire 5C

Mesure 1 :

En 2024, un dossier a été désengagé suite au solde payé en 2023 pour un montant total de dépense publique de 2 400 euros.

Par ailleurs, les paiements effectués au titre de l'opération 1.1.A depuis le début de la programmation pour de domaine prioritaire 5C s'élèvent à 186 703,12 euros de dépenses publiques.

Mesure 4 :

En 2024, 325 474 euros de dépenses publiques ont été désengagés site au solde de dossiers et 8 806 988,65 euros de dépenses publiques ont été soldés pour l'opération 4.3.B « infrastructures liées à l'évolution et à l'adaptation de la foresterie ».

Mesure 6 :

En 2024, une diminution du montant payé est constatée. Cela est lié à un engagement complémentaire sur un dossier faisant passer le taux de réalisation dudit dossier à moins de 80%, sortant ainsi le dossier de la population de dossiers contribuant au RAMO.

Mesure 8 :

En 2024, pour l'opération 8.6.B « soutien aux équipements d'exploitation forestière » ce sont 121 399 euros de dépenses publiques qui ont été désengagés suite au solde de dossiers et 275 443,75 euros ont été soldés au titre de ce dispositif.

Toutes mesures confondues et depuis le début de la programmation 73,26 % de la maquette a été payée au 31/12/2024.

Éléments d'analyse du tableau 1 b portant sur la période 2014-2024 :

- *L'indicateurs T 16 « total des investissements dans la production d'énergie renouvelable » atteint*

un taux de réalisation de 79,67 % de sa valeur cible pour 2025.

Domaine prioritaire 5E

Mesure 1 :

En 2024 le montant total de l'engagement s'élève à 182 903,60 euros de dépenses publiques engagées depuis le début de la programmation. Le taux d'engagement atteint 57,69% de la valeur cible pour 2025.

Mesure 8 :

En 2024, 15 458,63 euros de dépenses publiques ont été désengagés au titre des opérations 8.5.A « amélioration de la valeur environnementale des peuplements forestiers » et 8.6.A « amélioration de la valeur économique des peuplements forestiers ». Ce désengagement fait suite au solde d'un dossier. En 2024, ce sont 64 006,53 euros de dépenses publiques qui ont été soldés sur les dispositifs de la mesure 8 pour le domaine prioritaire 5E.

Les mesures 1 et 8 n'ont pas connu de progression en 2023 et 2024.

Toutes mesures confondues et depuis le début de la programmation, le taux d'engagement par rapport à la maquette s'élève à 79,2 %.

Eléments d'analyse du tableau 1 b portant sur la période 2014-2024 :

- *L'indicateur « Surface forestière concernée par l'amélioration de la valeur environnementale des peuplements forestiers (hectares) » atteint un taux de réalisation de 70,28 % de sa valeur cible pour 2025.*

PRIORITE 6 : Promouvoir l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté et le développement économique dans les zones rurales.

Mesure 7 :

Pour les opérations 7.4.A « investissements dans les services de base pour la population rurale » et 7.7.A « investissements pour les communes rurales », le montant total des engagements depuis le début de la programmation s'élève à 18 089 736,46 euros de dépense publique, avec 89 357 euros désengagés en 2024 en raison de sous-réalisation de dossiers soldés. . Le taux d'engagement dépasse la cible (105,26%). Le taux de paiement s'élève quant à lui à 53,24% (augmentation de 17,18 points de pourcentage en un an),

avec 2 951 585,79 euros de dépense publique payée en 2024.

Ces résultats témoignent d'une dynamique forte sur l'instruction de ces dossiers afin de rattraper le retard engendré notamment par une instrumentation tardive (disponible que depuis juin 2018 pour les derniers outils), ainsi que des insuffisances techniques et de ressources humaines.

Mesure 16 :

469 643,78 euros de dépenses publiques ont été engagés depuis le début de la programmation au titre de l'opération 16.7.B « Elaboration et animation de stratégie locale de développement forestier » et ce sont 48 027,29 euros de dépenses publiques qui ont été soldés en 2024 sur cette opération.

Mesure 19 :

Pour le type d'opération 19.1.A « Soutien préparatoire aux stratégies locales de développement », 19 dossiers ont été engagés au 31 décembre 2024 pour un montant de dépenses publiques de 419045,24 euros. Au 31 décembre 2024, 418 623,52 euros de dépense publique avait été payé sur ce dispositif.

Pour le type d'opération 19.2.A « mise en œuvre d'opérations dans le cadre de la stratégie locale de développement », 294 dossiers ont été engagés pour un montant de 39 460 453,23 € euros de dépenses publiques. Au 31 décembre 2024, 257 dossiers avaient été payés, représentant 25 328 341,80 euros de dépense publique.

Pour le type d'opération 19.3.A « Préparation et mise en œuvre d'activité de coopération », ce sont 24 dossiers qui étaient engagés au 31 décembre 2024, pour un montant de dépenses publiques de 654 204,95 euros. Au 31 décembre 2024, 21 dossiers avaient été payés, représentant 482 270,72 euros de dépense publique.

Pour le type d'opération 19.4.A « frais de fonctionnement et animation relatifs à la stratégie locale de développement », 61 dossiers ont été engagés depuis le début de la programmation pour un montant de 5805291,79 euros de dépenses publiques. Au 31 décembre 2024, 50 dossiers avaient été payés, représentant 4 501 378,65 euros de dépense publique.

Eléments d'analyse du tableau 1 b portant sur la période 2014-2024 :

- L'indicateur T21 dépasse sa valeur cible 2025 car il y a eu une sous-estimation de la population concernée par les GAL. En effet, les 9 GAL sélectionnés représentent une population de 506 031 habitants alors qu'au départ la valeur cible était de 377 400 habitants.
- L'indicateur T22 « population rurale bénéficiant de meilleurs services » progresse fortement et atteint 86,93 % de sa valeur cible en 2024.
- L'indicateur T23 « emplois créés dans les projets soutenus », atteint 3,70% de sa valeur cible.

De manière globale, il convient de rappeler que la priorité 6 a enregistré un retard au niveau des paiements qui s'explique d'une part en raison d'une livraison tardive des outils de paiements (juin 2018) car une

priorisation a été faite sur les outils dédiés aux aides agricoles, d'autre part en raison d'une insuffisance de moyens humains (les effectifs ont été renforcés depuis).

Toutefois, des progrès significatifs ont été réalisés au niveau des engagements en 2023 et des paiements en 2024. Au 31/12/2024, le taux d'engagement atteignait 121,02% et le taux de paiement atteignait 72,19% (+ 47,17 points de pourcentage en un an).

Justifications des erreurs constatées avant envoi :

Avertissement 270 : La valeur de l'objectif atteint «T2: Total number of cooperation operations supported under the cooperation measure (Article 35 of Regulation (EU) No 1305/2013) (groups, networks/clusters, pilot projects...) (focus area 1B)» (= 8.00) indiqué à la section 11, tableau D, dépasse la valeur de l'objectif prévu au chapitre 11.1 du PDR applicable au 31 décembre de l'année 2024. (= 5.00). Taux de réalisation: (= 160 %). **La cible a en effet été dépassée.**

Avertissement 270 : La valeur de l'objectif atteint «T5: percentage of agricultural holdings with RDP supported business development plan/investments for young farmers (focus area 2B)» (= 24.56) indiqué à la section 11, tableau D, dépasse la valeur de l'objectif prévu au chapitre 11.1 du PDR applicable au 31 décembre de l'année 2024. (= 15.14). Taux de réalisation: (= 162 %). **Cela s'explique par le changement de méthode de comptage qui permet de prendre en compte les premiers paiements depuis 2018. Ainsi, toutes les DJA ayant un acompte sont désormais comptées pour la réalisation de cet indicateur.**

Avertissement 270 : La valeur de l'objectif atteint «T8: percentage of forest/other wooded area under management contracts supporting biodiversity (focus area 4A)» (= 0.13) indiqué à la section 11, tableau D, dépasse la valeur de l'objectif prévu au chapitre 11.1 du PDR applicable au 31 décembre de l'année 2024. (= 0.07). Taux de réalisation: (= 186 %). **La cible a en effet été dépassée.**

Avertissement 270 : La valeur de l'objectif atteint «T10: percentage of agricultural land under management contracts to improve water management (focus area 4B)» (= 12.02) indiqué à la section 11, tableau D, dépasse la valeur de l'objectif prévu au chapitre 11.1 du PDR applicable au 31 décembre de l'année 2024. (= 9.97). Taux de réalisation: (= 121 %). **La cible a en effet été dépassée.**

Avertissement 270 : La valeur de l'objectif atteint «T12: percentage of agricultural land under management contracts to improve soil management and/or prevent soil erosion (focus area 4C)» (= 11.44) indiqué à la section 11, tableau D, dépasse la valeur de l'objectif prévu au chapitre 11.1 du PDR applicable au 31 décembre de l'année 2024. (= 5.77). Taux de réalisation: (= 198 %). **Cela s'explique par un grand succès des mesures s'accompagnant d'un nombre de contractualisation plus élevé que prévu.**

Avertissement 270 : La valeur de l'objectif atteint «T13: percentage of forestry land under management contracts to improve soil management and/or prevent soil erosion (focus area 4C)» (= 0.13) indiqué à la section 11, tableau D, dépasse la valeur de l'objectif prévu au chapitre 11.1 du PDR applicable au 31 décembre de l'année 2024. (= 0.07). Taux de réalisation: (= 186 %). **La cible a en effet été dépassée.**

Avertissement 270 : La valeur de l'objectif atteint «T21: percentage of rural population covered by local development strategies (focus area 6B)» (= 42.91) indiqué à la section 11, tableau D, dépasse la valeur de l'objectif prévu au chapitre 11.1 du PDR applicable au 31 décembre de l'année 2024. (= 32.00). Taux de réalisation: (= 134 %). **La cible a en effet été dépassée. Cela s'explique par une sous-estimation de la population concernée par les GAL. En effet, les neuf GAL sélectionnés représentent une population de 506 031 habitants alors qu'au départ la valeur cible était de 377 400 habitants.**

Avertissement 270 : La valeur de l'objectif atteint «T6: percentage of agricultural holdings receiving support for participating in quality schemes, local markets and short supply circuits, and producer groups/organisations (focus area 3A)» (= 1.41) indiqué à la section 11, tableau D, dépasse la valeur de l'objectif prévu au chapitre 11.1 du PDR applicable au 31 décembre de l'année 2024. (= 1.33). Taux de réalisation: (= 106 %). **La cible a en effet été dépassée.**

Pour l'avertissement 290 : En 2024, une diminution du montant payé est constatée. Cela est lié à un engagement complémentaire sur un dossier faisant passer le taux de réalisation dudit dossier à moins de 80%, sortant ainsi le dossier de la population de dossiers contribuant au RAMO.

1.d) Informations clés sur les progrès réalisés par rapport aux valeurs intermédiaires définies dans le cadre de performance sur la base du tableau F

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2016, 2017, 2018.

1.e) Autre élément spécifique du PDR [facultatif]

Sans objet

1.f) Le cas échéant, la contribution aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes

Comme le prévoit le règlement (UE) n° 1303/2013, au paragraphe 3 de l'article 27, «Contenu des programmes», au paragraphe 3, point e), de l'article 96, «Contenu, adoption et modification des programmes opérationnels présentés au titre de l'objectif "Investissement pour la croissance et l'emploi"», au paragraphe 3 et au paragraphe 4, point d), de l'article 111, «Rapports de mise en œuvre pour l'objectif "Investissement pour la croissance et l'emploi"», et à l'annexe 1, section 7.3, «Contribution des programmes principaux aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes», ce programme contribue à la/aux stratégie(s) macrorégionale(s) et/ou aux stratégies relatives aux bassins maritimes:

- ☐ Stratégie de l'UE pour la région de la mer Baltique (EUSBSR)
- ☐ Stratégie de l'UE pour la région du Danube (EUSDR)
- ☐ Stratégie de l'UE pour la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne (EUSAIR)
- ☒ Stratégie de l'UE pour la région alpine (EUSALP)
- ☐ Stratégie par bassin maritime: plan d'action pour l'Atlantique (ATLSBS)

1.fl) EUSALP

Domaine(s) thématique(s) stratégique(s) et action(s), et/ou question horizontale (gouvernance) pour lesquels le programme est pertinent:

	Domaine thématique stratégique	Action / question horizontale
<input type="checkbox"/>	1 - Croissance économique et innovation	1.1.1 - Écosystème d'innovation et de recherche
<input checked="" type="checkbox"/>	1 - Croissance économique et innovation	1.1.2 - Potentiel économique des secteurs stratégiques
<input type="checkbox"/>	1 - Croissance économique et innovation	1.1.3 - Environnement économique et social des opérateurs économiques dans les secteurs stratégiques (dont le marché du travail, l'éducation et la formation)
<input type="checkbox"/>	1 - Croissance économique et innovation	1.2.1 - Gouvernance
<input type="checkbox"/>	2 - Mobilité et connectivité	2.1.1 - Intermodalité et interopérabilité du transport de passagers et de marchandises
<input type="checkbox"/>	2 - Mobilité et connectivité	2.1.2 - Connexion électronique entre les personnes (agenda numérique) et accès aux services publics
<input type="checkbox"/>	2 - Mobilité et connectivité	2.2.1 - Gouvernance
<input checked="" type="checkbox"/>	3 - Environnement et énergie	3.1.1 - Ressources naturelles (y compris l'eau et les ressources culturelles)
<input type="checkbox"/>	3 - Environnement et énergie	3.1.2 - Connectivité écologique
<input type="checkbox"/>	3 - Environnement et énergie	3.1.3 - Gestion des risques et du changement climatique (notamment par la prévention des risques naturels de grande ampleur)
<input checked="" type="checkbox"/>	3 - Environnement et énergie	3.1.4 - Efficacité énergétique et énergies renouvelables
<input type="checkbox"/>	3 - Environnement et énergie	3.2.1 - Gouvernance

Actions ou mécanismes utilisés pour mieux lier le programme avec l'EUSALP

A. Les coordonnateurs macrorégionaux (principalement les coordonnateurs nationaux, les coordonnateurs des domaines stratégiques ou les membres) participent-ils au comité de suivi du programme?

Oui ☐ Non ☒

B. Dans les critères de sélection, des points supplémentaires ont-ils été attribués aux mesures spécifiques visant à soutenir l'EUSALP?

Oui ☐ Non ☒

C. Le programme a-t-il investi des fonds de l'UE dans l'EUSALP?

Oui ☒ Non ☐

Montant approximatif ou exact en EUR investi dans l'EUSALP:

FEDER	
FC	
FSE	
Feader	488 461 448,68
FEAMP	
tous les autres fonds	
nom de «tous les autres fonds»	

D. Résultats obtenus en rapport avec l'EUSALP(sans objet pour 2016)

Le feader est ventilé de la façon suivante : 9 % dans l'action 2, 1 % dans l'action 9 et 90 % dans l'action 6.

E. Le programme contribue-t-il à des cibles et des indicateurs spécifiques des actions de l'EUSALP, comme indiqué dans le plan d'action de l'EUSALP? (Veuillez préciser la cible et l'indicateur)

non

1.g) Taux de change utilisé pour la conversion dans le RAMO (pays hors zone euro)

--

2. ÉTAT D'AVANCEMENT DU PLAN D'ÉVALUATION

2.a) Description de toutes les modifications apportées au plan d'évaluation, dans le PDR au cours de l'exercice, avec leur justification.

Sans objet

2.b) Description des activités d'évaluation menées au cours de l'année (en ce qui concerne la section 3 du plan d'évaluation).

Il n'y a pas eu d'activités d'évaluation en 2024.

2.c) Description des activités entreprises dans le cadre de la fourniture et de la gestion des données (concernant la section 4 du plan d'évaluation).

Sans objet

2.d) Une liste des évaluations réalisées, y compris des références à l'adresse où elles ont été publiées en ligne.

Aucune évaluation achevée définie

2.e) Un résumé des évaluations réalisées mettant l'accent sur les constatations de l'évaluation.

Veillez résumer les conclusions des évaluations réalisées en 2020, par objectif de la PAC (ou, le cas échéant, par priorité du PDR).

Veillez à rendre compte des effets/impacts positifs ou négatifs (éléments de preuve à l'appui). N'oubliez pas de mentionner la source des conclusions.

non concerné cette année.

2.f) Description des activités de communication entreprises dans le cadre de la publicité donnée aux conclusions de l'évaluation (concernant la section 6 du plan d'évaluation).

Aucune activité de communication définie

2.g) Description du suivi donné aux résultats de l'évaluation (en ce qui concerne la section 6 du plan d'évaluation).

Aucun suivi défini

3. PROBLÈMES ENTRAVANT LA RÉALISATION DU PROGRAMME AINSI QUE LES MESURES PRISES

3.a) Description des mesures prises pour assurer la qualité et l'efficacité de la mise en œuvre du programme

1. Organisation de l'autorité de gestion

Au 1er janvier 2016, les régions Bourgogne et Franche-Comté ont fusionné pour former la région Bourgogne-Franche-Comté.

Il est prévu que les 2 PDR 2014-2020 soient menés jusqu'à leur terme sans fusion. Ces 2 programmes comportent des points communs dans leur structuration et les mesures proposées compte-tenu du très fort cadrage communautaire relatif au FEADER, du cadrage national imposé à toutes les AG. Certains dispositifs ne se retrouvent toutefois pas dans les 2 PDR et la priorité 6 n'a pas été conçue de la même manière avec des dispositifs différents.

Il s'agira progressivement de pouvoir donner de la cohérence à la mise en œuvre des 2 PDR, par exemple de :

- mettre en cohérence, lorsque cela sera possible et sans impacter le chantier relatif à l'instrumentation, ce que peuvent financer des dispositifs présents dans les 2 PDR,
- prévoir des contenus et des calendriers similaires pour les appels à projets de dispositifs « miroirs »,
- harmoniser progressivement les procédures mises en place, qu'il s'agisse de règles d'instruction, de procédure de programmation, de critères de sélection...
- prévoir des comités de pilotage des dispositifs à l'échelle grande région (CRAEC, CRIT...).

La mise en place d'une période de transition de deux ans et le déploiement du plan de relance européen a été l'occasion pour l'Autorité de gestion de franchir un nouveau pas dans l'harmonisation des deux PDR. A ce titre, les taux d'aides publique des mesures 4.1.A, 4.1.B, 4.1.C, 4.1.D, 4.2.A, 4.2.B et 6.4.C ont été harmonisés avec les dispositifs « miroirs » du PDR Bourgogne.

En 2021, l'harmonisation entre les 2 PDR s'est poursuivie, notamment sur :

- L'intégration du plan de relance aux PDR par un fléchage des crédits EURI sur les dispositifs miroirs.
- L'harmonisation des taux d'aide publique des dispositifs du PCAE et des IAA.

Depuis le 1er janvier 2023, le traitement des dossiers RDR3 ont été transférés aux Conseils régionaux. A ce titre, la Région Bourgogne-Franche-Comté s'est réorganisée dans le but d'accueillir cette nouvelle compétence (concomitamment au lancement de la nouvelle programmation 2023-2027).

En raison des spécificités du FEADER, il existe au sein de la direction Europe et rayonnement international un unique service dédié au pilotage et à la gestion de 2 PDR.

Compte-tenu des choix d'organisation retenus à l'échelle de la région pour la gestion des PDR, la principale mission du service PSN-PDR est une mission de coordination de la mise en œuvre des programmes vis-à-vis des services instructeurs, de la DRAAF, des directions opérationnelles de la région et des partenaires. Les

missions sont de 3 types :

a. Pilotage général des programmes de développement rural de Bourgogne et de Franche-Comté :

- Relation avec la DG Agri, le MAAF, l'ASP ;
- Modifications des programmes ;
- Suivi maquettes / avancement de la programmation du FEADER et du cadre de performance ;
- Suivi / indicateurs / plan d'évaluation des PDR ;
- Rapports annuels de mise en œuvre des PDR ;
- Gouvernance des PDR : contribution au comité de suivi plurifonds, comités de suivi spécifiques FEADER, comités Etat-Région FEADER, comité de pilotage Région-DRAAF-ASP, réunion de gouvernance agricole, comité des financeurs ;
- Coordination des systèmes d'information : ISIS et OSIRIS, réunion de coordination HSIGC ;
- Contribution à la stratégie de communication et d'animation des FESI ;
- Préparation et mise en œuvre de la stratégie post 2020 FEADER/PAC ;

b. Pilotage de la mise en œuvre des dispositifs des PDR en lien avec les directions opérationnelles :

- Formalisation des règles d'attribution du FEADER : définition des critères de sélection des projets, préparation des appels à projets ;
- Comités de pilotage des dispositifs, animation du partenariat avec l'Etat, l'ASP et les cofinanceurs, communication sur les dispositifs ;
- Réunions techniques des dispositifs ;
- Animation de la fabrique à projets ;
- Elaboration des outils de gestion propres à chaque dispositif : formulaires et leurs notices, paramétrage des outils OSIRIS et ISIS, élaboration du manuel de procédures ;

c. Gestion/instruction des dossiers FEADER :

- Contribution aux comités de programmation plurifonds et comités de programmation spécifiques FEADER ;
- Documents descriptifs de mise en œuvre et documents-types FEADER ;
- Animation/accompagnement des porteurs de projets / instruction / suivi / CSF / paiement / solde des dossiers FEADER pour les dispositifs du PDR Bourgogne Instruits par le service PSN-PDR ;
- Instruction/formation et accompagnement des instructeurs au sein des services de la région et de l'Etat ; réunions d'échange de pratiques entre instructeurs ;
- Suivi des contrôles.

d. Organisation de l'autorité de gestion

Le service PSN-PDR incarne l'autorité de gestion au sein de l'administration régionale et s'appuie sur les directions opérationnelles (Direction de l'agriculture et de la forêt (DAF), direction de l'aménagement du territoire (DAT), Direction de l'environnement (DirEnv)) pour l'instruction et la mise en œuvre des dispositifs des PDR selon leur domaine de compétence respectif. Les chiffres ci-dessous sont à l'échelle Bourgogne-Franche-Comté, puisque depuis la fusion les personnels de la région travaillent sur les deux programmes.

Le service PSN-PDR est composé de 26 postes au total. En 2017 et 2018, le service s'est renforcé de 3 personnes pour assurer un poste de pilotage général du programme par PDR, pour assurer le déploiement et la mise à jour des différents outils OSIRIS, enfin pour renforcer ces capacités d'instruction avec un poste supplémentaire. En 2019, une personne supplémentaire a été recrutée pour des missions relatives aux systèmes d'information. Puis, le service PDR s'est davantage renforcé en 2020 et 2021, notamment sur l'instruction des dossiers. En 2022 à l'occasion de la réorganisation régionale dans le cadre du transfert Etat-Région, 9 postes supplémentaires ont été créés pour absorber la fin de gestion des PDR et préparer la future programmation.

Le transfert de la compétence de gestion du FEADER non-surfacique aux Régions est officiellement entré en vigueur au 1er janvier 2023. Cette nouvelle compétence attribuée au Conseil régional a conduit l'exécutif régional à revoir l'organisation des services. La réorganisation des services a également touché le Service PSN-PDR avec la création de deux cellules, la première étant dédiée à l'Autorité de gestion et la seconde étant dédiée à l'instruction (10 ETP sont dédiés à l'instruction).

En 2018, à l'approche de l'examen de performance, il est apparu que le service FEADER territorial au sein de la DATN qui instruit les dossiers de la priorité 6 était en difficulté pour instruire l'ensemble des dossiers reçus. En 2018, ce sont donc 6 postes supplémentaires qui ont été créés afin d'accélérer le rythme d'instruction et de paiement sur le développement local. En 2019, 2 nouveaux postes supplémentaires ont été créés. Le renforcement du service FEADER s'est poursuivi en 2020 avec la création de 6 nouveaux postes dont les recrutements ont été réalisés en 2021. Cette direction n'a pas été impactée par la réorganisation des services au 1er janvier 2023.

Au sein de la DAF ce sont 13 personnes qui assurent l'animation et l'instruction des dispositifs dont ils ont la charge. En 2018, un poste supplémentaire a été créé afin d'assurer un appui transversal aux chargés de mission et une mise en œuvre cohérente de l'animation et de l'instruction des dispositifs. La personne recrutée a pris effectivement ses fonctions en 2019. La DAF a été la Direction la plus impactée par la réorganisation des services pour accueillir la gestion des dossiers FEADER auparavant traité par les DDT. A ce titre, ce sont 2 nouveaux services et 55 nouveaux postes qui ont été créés. Ces postes visent à la fois à traiter les demandes de paiement de la programmation 2014-2022 et les demandes d'aide de la programmation 2023-2027. En complément, en 2024, de nouveaux postes ont été créés, portant le nombre total d'agents dédiés au FEADER à la DAF à 62.

La Direction de l'environnement a aussi été impactée par le transfert de compétence puisqu'elle a désormais la gestion d'une partie des dossiers FEADER (TO 4.4.B et Natura2000). A ce titre, un nouveau service et 10 postes ont été créés.

A l'échelle de la collectivité, ce sont 77 nouveaux postes qui ont été créés pour accueillir ce transfert. Le nombre total d'ETP dédiés au FEADER s'élève désormais à 152.

L'année 2023 a donc été très fortement marquée par le transfert de compétence et par ses conséquences organisationnelles. Par ailleurs, une période de chevauchement débute avec la gestion simultanée de la fin de la programmation 2014-2022 afin d'assurer le paiement des aides d'ici au 31/12/2025 et l'ouverture de la programmation 2023-2027.

Concernant l'année 2024, la région Bourgogne-Franche-Comté a poursuivi les efforts en matière de paiement tout en renforçant la dynamique de lancement de la nouvelle programmation. Le contexte politique a été agité avec des manifestations d'agriculteurs à plusieurs reprises portant sur des revendications dont le ressort était de plusieurs niveaux : européen, national et local. En ce qui concerne

l'échelon local, les demandes portaient sur le rythme de traitement des paiements du RDR3 et de l'instruction du RDR4.

Afin d'accélérer le rythme des paiements, une partie des dossiers qui avaient été instruits pas les DDT et transférés à la Région ont été rétrocédés à ces dernières. Pour les dossiers concernés (investissements agricoles uniquement), ce sont les DDT qui instruisent les demandes de paiement. En 2024, ce sont 1354 dossiers qui ont été renvoyés aux services de l'État.

Un plan de sortie de crise a été voté par l'assemblée plénière du 2 décembre 2024. Ce plan prévoit de donner les moyens et les ressources supplémentaires au service instructeur pour permettre le paiement de tous les dossiers du RDR3 avant la date limite du 30 juin 2025.

En parallèle, un pilotage précis et partagé avec la profession agricole et l'ASP a été mis en place en ce qui concerne la fin de gestion. À cet effet, des réunions mensuelles de suivi sont organisées par l'Autorité de gestion pour suivre le rythme de paiement et identifier les dossiers complexes ou qui présentent des particularités à anticiper pour permettre leur traitement dans les délais impartis.

2. Réunions du comité de suivi, du comité de programmation et des comités de pilotage des dispositifs agricoles et forestiers

Comités de suivi :

1 consultation écrite a été lancée en 2024 :

- du 14 au 27 juin portant sur le RAMO 2023

Comité régional de programmation :

Le Comité régional de programmation s'est réuni chaque mois dans le but de programmer les derniers dossiers DJA de la programmation RDR3 et pour déprogrammer les crédits sous-réalisés suite au solde des dossiers.

3. Modifications du PDR

Aucune modification de PDR n'a été demandé par l'Autorité de gestion en 2024.

4. Grilles de sélection :

Tous les dispositifs nécessitant une sélection ou priorisation bénéficient d'une grille de notation. Aucune modification de grille de sélection n'a été proposée en 2024 au titre du PDR Franche-Comté, les engagements (hors DJA) étant terminés.

5. Formation et information des acteurs de la gestion du programme

- Information des services chargés de l’instruction des dossiers :

Des réunions régulières ont lieu avec les services chargés de l’instruction des dossiers. Ces réunions sont l’occasion pour l’autorité de gestion de présenter les actualités, nouveautés réglementaires et liées à l’outillage Osiris, procédures nouvelles, de mutualiser les questions posées par les services instructeurs et d’harmoniser leurs pratiques.

Au-delà de ces points réguliers, de très nombreux échanges ont lieu tout au long de l’année, visant à informer les services instructeurs, à répondre à leurs questions et à les accompagner. A ce titre, des questions-réponses par type d’opération ou groupe de types d’opérations ont également été établis et diffusés régulièrement aux instructeurs.

En 2024, les moyens déployés ont consisté à l’organisation de 5 sessions de formation pour les nouveaux arrivants, aussi bien sur le RDR3 que le RDR4 (65 participants). Les formations sur le RDR3 demeurent d’actualité pour accompagner les services instructeurs qui ont accueilli de nouveaux arrivants.

A noter que dans le cadre du pilotage de la fin de gestion, des échanges réguliers ont été mis en place avec l’ASP. L’objet de ces réunions porte à la fois sur le pilotage global de la trajectoire de paiements et sur des dossiers précis sur lesquels des arbitrages AG-ASP sont nécessaires.

6. Développement des outils de gestion :

OSIRIS est le logiciel de gestion et de paiement des dossiers FEADER hors SIGC.

L’outil OSIRIS permet :

- de sécuriser l’instruction des dossiers en traçant toutes les étapes de la vie des dossiers et notamment les contrôles administratifs ;
- de disposer en temps réel d’un accès aux informations permettant d’établir l’avancement financier du programme, ainsi qu’aux informations relatives aux indicateurs de réalisation.

Tous les outils sont opérationnels.

Concernant les aides du SIGC, elles sont instruites dans TéléPAC et l’outil ISIS depuis la réception de la demande d'aide jusqu'à l'ordonnancement de l'aide à payer. L'utilisation de systèmes d'information permet notamment de sécuriser la gestion des aides et d'autre part de développer des échanges dématérialisés entre les acteurs du circuit de gestion. L'ASP est maître d'ouvrage des systèmes d'information TéléPAC, ISIS. A ce titre, elle est responsable du développement et de la maintenance de ces systèmes.

L’année 2024, dans un contexte de fin de gestion, s’est surtout concentrée sur les versements de ces cofinancements aux bénéficiaires, en lien avec les cofinanceurs et l’ASP.

7. Cofinancements

Des conventions financières signées par l’Autorité de Gestion et l’Organisme Payeur avec chaque

cofinanceur définissent les montants disponibles et les modalités de mise à disposition de leurs fonds. La loi NOTRe qui modifie les compétences des collectivités territoriales et donc leurs possibilités de financement est réellement opérationnelle depuis 2017. Elle impacte certains dispositifs et conduira à revoir leur financement. En 2020, des avenants à ces conventions ont été réalisés afin d'intégrer la période de transition en 2021 et 2022.

8. Définir et ajuster les procédures

COMOP HSIGC

La convention tripartite signée entre l'autorité de gestion, l'ASP et l'Etat précise l'organisation pour l'élaboration du principe de gestion commun aux autorités de gestion :

- *« Les instructions transversales nécessaires pour atteindre les objectifs fixés aux articles 58 du R(UE) n°1306/2013 et aux 1 et 3 de l'article 65 du R(UE) n°1305/2013 sont élaborées par le MAAF, l'ASP et les Régions puis validées par le comité technique transversal.*
- *Ce comité est composé des Régions, de l'ASP et de l'Etat. Il pourra se réunir en tant que de besoin en configuration plénière ou restreinte aux mesures du système intégré de gestion et de contrôle (SIGC) ou aux mesures, dites « hors SIGC ».*
- *Ce comité a vocation à aborder les aspects techniques permettant d'atteindre les objectifs des articles 58 R(UE) n°1306/2013, 65 et 66 du R(UE) n°1305/2013, sans préjudice de la responsabilité qui incombe à l'autorité de gestion conformément à l'article 66 du RUE) n°1306/2014.*
- *La Région s'engage à appliquer ces instructions transversales et leurs mises à jour, à les décliner au niveau régional par types d'opération, en lien avec l'ASP et à en superviser la bonne application par les services instructeurs. »*

Ces instructions transversales mentionnées ci-dessus portent sur les modalités d'application des points de contrôles administratifs transversaux définis dans les règlements de l'Union européenne.

Il convient de souligner ici qu'une note nationale relative à la fin de gestion a été adoptée par le COMOP HSIGC en 2024. Cette note a été déclinée en Région Bourgogne-Franche-Comté et a fait l'objet d'un webinaire de présentation. Cette note rappelle les dates clés de la fin de gestion, recense les bonnes pratiques pour une fin de gestion maîtrisée et donne des indications opérationnelles quant au traitement des dossiers pour lesquels les délais de réalisation ne seraient pas compatibles avec les dates de fin de gestion.

Enfin, la région Bourgogne-Franche-Comté a diffusé une version actualisée de la note 3visites sur place » afin de permettre le recours à des moyens alternatifs pour vérifier la réalisation des investissements soutenus. Cette note a pour objectif de permettre l'accélération des paiements des dossiers tout en garantissant un niveau de contrôle compatible avec le respect du corpus réglementaire applicable au FEADER.

9. Options de coûts simplifiés

Pas d'actualité récente.

--

3.b) Mécanismes de mise en œuvre de qualité et efficaces

Options simplifiées en matière de coûts (OSC) ¹, indicateur indirect calculé automatiquement

	Dotation financière totale du PDR [Feader + Instrument de l'Union européenne pour la relance]	[%] Couverture OSC prévue par rapport à la dotation totale du PDR ²	[%] Dépenses réalisées au moyen d'OSC par rapport à la dotation totale du PDR (données cumulées) ³
Méthodes spécifiques des Fonds, article 67, paragraphe 5, point e), du RPDC	643 470 963,00	75,60	72,61

¹ Les options simplifiées en matière de coûts sont les coûts unitaires/taux forfaitaires/montants forfaitaires au titre de l'article 67, paragraphe 5, du RPDC, y compris les méthodes spécifiques du Feader visées au point e) du même article, comme les montants forfaitaires applicables à la création d'entreprises, les paiements forfaitaires versés aux organisations de producteurs et les coûts unitaires liés aux zones et aux animaux.

² Calculé automatiquement à partir des mesures 06, 09, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 18 de la version du programme

³ Calculé automatiquement à partir des mesures 06, 09, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 18 des déclarations de dépenses

Options simplifiées en matière de coûts (OSC), sur la base des données détaillées spécifiques de l'État membre [facultatif]

	Dotation financière totale du PDR [Feader + Instrument de l'Union européenne pour la relance]	[%] Couverture OSC prévue par rapport à la dotation totale du PDR	[%] Dépenses réalisées au moyen d'OSC par rapport à la dotation totale du PDR (données cumulées)
Total au titre de l'article 67, paragraphe 1, points b), c) et d) + l'article 67, paragraphe 5, point e), du RPDC	643 470 963,00		
Méthodes spécifiques des Fonds, article 67, paragraphe 5, point e), du RPDC	643 470 963,00		

Gestion électronique des bénéficiaires [facultatif]

	[%] Financement Feader + Instrument de l'Union européenne pour la relance	[%] Opérations concernées
Demande d'aide		
Demandes de paiement		
Contrôles et conformité		
Suivi et établissement de rapports pour l'autorité de gestion/organisme payeur		

Délai moyen pour la perception des paiements par les bénéficiaires [facultatif]

[Jours] Le cas échéant, délai de l'État membre pour le versement des paiements aux bénéficiaires	[Jours] Délai moyen pour le versement des paiements aux bénéficiaires	Observations

4. MESURES PRISES POUR METTRE EN ŒUVRE LE SOUTIEN TECHNIQUE ET LES EXIGENCES EN MATIÈRE DE PUBLICITÉ DU PROGRAMME

4.a) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN et la mise en œuvre de son plan d'action

4.a1) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN (structure de gouvernance et unité d'appui au réseau)

Le réseau rural régional Franche-Comté pour la programmation 2014-2022 est internalisé au sein de l'autorité de gestion, contrairement à ce qui avait été pratiqué sur la programmation 2007-2013. Le principe est de ne pas créer de nouveaux réseaux mais plutôt de structurer les réseaux existants dans le but d'approfondir les thématiques du programme de développement rural. Il a notamment pour missions de favoriser le partage d'expériences entre les acteurs du territoire sur des thématiques définies, former/informer les acteurs, diffuser des outils de communication et échanger des informations ascendantes/descendantes entre les réseaux ruraux, national et européen. Le réseau rural régional est co-animé par la région Bourgogne-Franche-Comté et par la Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Bourgogne-Franche-Comté. En 2016, le réseau rural régional Franche-Comté a fusionné avec le réseau rural régional Bourgogne. Les instances de gouvernance ayant fusionné, l'instance de pilotage et la cellule d'animation technique régionale ont laissé place aux instances de gouvernance communes suivantes :

- une instance de suivi constituée par le comité de suivi FEADER ;
- une programmation des dossiers en comité régional de programmation ;
- un comité technique qui a un rôle de proposition, d'échange, d'expertise, de suivi sur les réseaux thématiques animés et les actions menées, des nouvelles actions à conduire ou des nouveaux sujets à explorer. Ce comité est ouvert à l'ensemble des acteurs œuvrant sur les thématiques du développement rural en Bourgogne-Franche-Comté ;
- une cellule d'animation composée des animateurs du réseau rural qui est également l'instance de validation des projets du réseau rural régional. La cellule d'animation se réunit environ tous les mois pour mettre en œuvre les actions du réseau, produire les documents d'information, organiser les comités techniques...

Les réseaux thématiques du réseau rural sont :

- Accueil et attractivité (démographie médicale, accueil des populations et des actifs, bourgscentres, habitat) ;
- Transition énergétique (conférence régionale, territoires à énergie positive, territoires en transition);
- Ces deux réseaux thématiques répondent aux objectifs du PDR suivants : « faire des territoires ruraux des espaces d'attractivité économique » et « renforcer les villes et bourgscentres via l'attractivité résidentielle »;
- Animateurs territoriaux (GAL, animateurs des territoires, coopération) : Ce réseau thématique répond à l'objectif du PDR suivant : « structurer et animer les territoires ruraux » ;
- Agricultureforêt (agro-écologie, bois-forêt) : Ce réseau thématique répond aux objectifs « développer la transformation locale de la ressource forestière », « favoriser la gestion durable des forêts bourguignonnes et améliorer l'exploitation forestière » et « favoriser une agriculture durable sur les plans économique, écologique et énergétique » ;
- Planification (club PLUI, SCOT/PLUI).

Le réseau rural régional Bourgogne-Franche-Comté participe aux réunions organisées par le réseau rural national. Le réseau rural national participe aux travaux du réseau rural européen dont il diffuse les travaux, initiatives et réalisations lors des réunions de partage et d'échange avec les correspondants régionaux.

En parallèle la région Bourgogne-Franche-Comté a suivi la mise en place du nouveau réseau rural national dans le cadre du RDR4.

4.a2) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en œuvre du plan d'action

Le réseau rural régional n'a pas mis en œuvre d'actions sur l'année 2024. Une veille a toutefois été assurée sur les travaux conduits par le réseau rural national et notamment sur les réflexions portant sur le futur réseau rural national, le RNAR.

4.b) Les mesures prises pour assurer la publicité du programme [article 13 du règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission]

Les actions de communication initiées en 2024 s'articulent autour des axes définis dans la stratégie de communication 2014-2020 pour les fonds européens :

Axe 1 : faire connaître les programmes auprès des porteurs potentiels afin de faire émerger des projets,

Axe 2 : valoriser auprès du public, l'intervention des fonds européens dans la réalisation des projets territoriaux.

Les actions de communication sont orientées en direction de 4 publics cibles :

- Le grand public,
- Les relais : partenaires et presse,
- Les bénéficiaires,
- Les bénéficiaires potentiels.

Actions d'information :

Le site internet reste l'outil principal de l'autorité de gestion de promotion des FESI en Bourgogne-Franche-Comté. Ainsi depuis la page d'accueil, les bénéficiaires potentiels ont accès à l'ensemble des appels à projets en cours et peuvent également vérifier, grâce à un quizz, si leur projet peut être soutenu par les programmes européens.

Le site internet est également utilisé pour mettre à disposition des partenaires les documents utiles dans le cadre des comités de programmation et comités de suivi.

Le site permet notamment de générer et diffuser des newsletters. La lettre d'information « Brèves européennes » a été diffusée à quatre reprises en 2024. Elle permet d'informer les bénéficiaires potentiels des appels à projets en cours et de mettre en lumière les réalisations des programmes. Chaque newsletter est diffusée à près de 1 700 contacts et bénéficie d'un taux d'ouverture entre 24 et 33 %.

Le site www.europe-bfc.eu a fait l'objet d'une refonte complète en 2024 avec l'objectif de faciliter l'accès aux appels à projet et à l'ensemble des financements offerts par l'Union européenne. Sa mise en ligne est prévue en janvier 2025.

Pour l'année 2024, 191 articles de presse mentionnant le FEADER en Bourgogne-Franche-Comté ont été recensés, principalement dans la presse quotidienne régionale.

Actions de valorisation :

L'autorité de gestion utilise le site www.europe-bfc.eu pour mettre en valeur les projets soutenus par les fonds européens en Bourgogne-Franche-Comté. Ainsi 102 projets soutenus par le FEADER sont mis en lumière.

L'autorité de gestion était présente au « Village de l'Europe », manifestation organisée en mai par la ville de Dijon dans le cadre du Printemps de l'Europe. Un questionnaire était proposé pour « tester ses connaissances sur l'action de l'Europe en Bourgogne-Franche-Comté ». Proposé également au format numérique, ce jeu a permis de faire découvrir aux jeunes publics des projets soutenus par l'Union européenne.

Par ailleurs, l'autorité de gestion a réalisé 5 vidéos dédiées aux projets soutenus par le FEADER. Ces vidéos sont disponibles sur le site dédié et sur la chaîne youtube de l'autorité de gestion. Depuis leur mise en ligne, elles ont fait l'objet de 2 106 vues.

5. ACTIONS MENÉES POUR SATISFAIRE AUX CONDITIONS EX ANTE

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2015, 2016.

6. DESCRIPTION DE LA MISE EN ŒUVRE DES SOUS-PROGRAMMES

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2016, 2018.

7. ÉVALUATION DES INFORMATIONS ET DES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DU PROGRAMME

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2016, 2018.

8. MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS VISANT À PRENDRE EN COMPTE LES PRINCIPES ÉNONCÉS AUX ARTICLES 5,7 ET 8 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2016, 2018.

9. PROGRÈS ACCOMPLIS EN VUE DE GARANTIR UNE APPROCHE INTÉGRÉE DE L'UTILISATION DU FEADER ET DES AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS DE L'UNION

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2018.

10. RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DES INSTRUMENTS FINANCIERS [ARTICLE 46 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]

30A L'évaluation ex ante a-t-elle commencé?	Non
30B L'évaluation ex ante est-elle terminée?	Non
30. Date d'achèvement de l'évaluation ex ante	-
31.1. Le processus de sélection ou de désignation a-t-il commencé?	Non
13A L'accord de financement a-t-il été signé?	Non
13. Date de signature de l'accord de financement avec l'organisme mettant en œuvre l'instrument financier	-

11. TABLEAUX D'ENCODAGE DES INDICATEURS COMMUNS ET SPÉCIFIQUES AU PROGRAMME ET VALEURS CIBLES CHIFFRÉES

Voir annexe relative au suivi

Annexe II

Tableau détaillé décrivant le niveau de mise en œuvre par domaines prioritaires incluant les indicateurs de réalisation

Domaine prioritaire 1A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible 2025
1A	T1: pourcentage des dépenses relevant des articles 14, 15 et 35 du règlement (UE) n° 1305/2013 dans le total des dépenses au titre du PDR (domaine prioritaire 1A)	2014-2024			0,21	80,07	0,26
		2014-2023			0,19	72,44	
		2014-2022			0,17	64,82	
		2014-2021			0,14	53,38	
		2014-2020			0,14	53,38	
		2014-2019			0,06	22,88	
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					

Domaine prioritaire 1B							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible 2025
1B	T2: nombre total d'opérations de coopération soutenues au titre de la mesure de coopération [article 35 du règlement (UE) n° 1305/2013] (groupes, réseaux/pôles, projets pilotes...) (domaine prioritaire 1B)	2014-2024			8,00	160,00	5,00
		2014-2023			7,00	140,00	
		2014-2022			6,00	120,00	
		2014-2021			5,00	100,00	
		2014-2020			3,00	60,00	
		2014-2019			2,00	40,00	
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					

Domaine prioritaire 1C							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible 2025
1C	T3: nombre total de participants formés en vertu de l'article 14 du règlement (UE) n° 1305/2013 (domaine prioritaire 1C)	2014-2024			5 369,00	88,50	6 067,00
		2014-2023			5 164,00	85,12	
		2014-2022			4 223,00	69,61	
		2014-2021			3 989,00	65,75	
		2014-2020			3 204,00	52,81	
		2014-2019			1 401,00	23,09	
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					

Domaine prioritaire 2A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible 2025
2A	T4: pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation (domaine prioritaire 2A)	2014-2024	14,94	117,16	10,42	81,71	12,75
		2014-2023	14,93	117,08	10,14	79,52	
		2014-2022	14,94	117,16	9,14	71,67	
		2014-2021	11,50	90,18	7,35	57,64	
		2014-2020	9,60	75,28	8,82	69,16	
		2014-2019	7,79	61,09	7,79	61,09	
		2014-2018	6,38	50,03	3,26	25,56	
		2014-2017	4,64	36,39			
		2014-2016	2,42	18,98	0,50	3,92	
		2014-2015	0,22	1,73	0,22	1,73	
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
2A	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	69 143 896,03	96,64	51 093 157,53	71,41	71 548 567,62
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	1 118 081,57	89,16	1 005 465,25	80,18	1 254 028,08
M01.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024			1 005 465,25	80,18	1 254 028,08
M01.1	O12 - Nombre de participants aux formations	2014-2024			2 424,00	88,18	2 749,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	68 025 814,46	96,77	50 087 692,28	71,25	70 294 539,54
M04	O2 - Total des investissements	2014-2024			139 485 246,36	76,52	182 297 567,99
M04.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024			47 221 861,37	74,67	63 237 512,56
M04.1	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2024			1 167,00	93,29	1 251,00
M04.3	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024			64 938,56	95,58	67 944,44

Domaine prioritaire 2B							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible 2025
2B	T5: pourcentage d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR (domaine prioritaire 2B)	2014-2024	25,16	166,21	24,56	162,24	15,14
		2014-2023	23,23	153,46	21,67	143,15	
		2014-2022	21,94	144,94	20,07	132,58	
		2014-2021	19,43	128,36	18,06	119,31	
		2014-2020	17,30	114,28	17,30	114,28	
		2014-2019	10,33	68,24	10,22	67,51	
		2014-2018	15,47	102,20	8,18	54,04	
		2014-2017	9,69	64,01	2,38	15,72	
		2014-2016	7,74	51,13	2,32	15,33	
		2014-2015	1,93	12,75	1,93	12,75	
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
2B	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	62 900 973,44	86,61	60 943 769,46	83,91	72 628 235,89
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	62 900 973,44	86,61	60 943 769,46	83,91	72 628 235,89
M06	O2 - Total des investissements	2014-2024			407 945 027,20	21 076,72	1 935 523,81
M06.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024			60 507 516,91	83,98	72 047 578,75
M06.1	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2024			2 409,00	162,22	1 485,00
M06.4	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2024			18,00	78,26	23,00

Domaine prioritaire 3A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible 2025
3A	T6: pourcentage d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des groupements/organisations de producteurs (domaine prioritaire 3A)	2014-2024	1,41	106,40	1,41	106,40	1,33
		2014-2023	1,41	106,40	0,55	41,50	
		2014-2022	1,41	106,40	0,40	30,18	
		2014-2021	1,41	106,40	0,91	68,67	
		2014-2020	1,41	106,40	1,41	106,40	
		2014-2019	1,00	75,46	1,00	75,46	
		2014-2018	0,67	50,56	0,49	36,98	
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
	pourcentage d'entreprises agro-alimentaires bénéficiant d'un soutien pour la transformation et la commercialisation de produits agricoles (en %) (%)	2014-2024			20,75	207,50	10,00
		2014-2023			15,92	159,20	
		2014-2022			14,49	144,90	
		2014-2021			11,98	119,80	
		2014-2020			10,73	107,30	
		2014-2019			4,51	45,10	
		2014-2018			4,29	42,90	
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
3A	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	34 848 025,20	96,20	25 347 398,21	69,97	36 223 690,16
M03	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	159 452,77	98,79	159 452,77	98,79	161 411,11
M03.1	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2024			0,00	0,00	130,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	34 688 572,43	96,19	25 187 945,44	69,85	36 062 279,05
M04	O2 - Total des investissements	2014-2024			120 758 053,10	50,23	240 415 193,65
M04.1 M04.2	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2024			119,00	96,75	123,00

Priorité P4							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible 2025
P4	T13: pourcentage des terres forestières sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)	2014-2024			0,13	179,62	0,07
		2014-2023			0,11	151,98	
		2014-2022			0,10	138,17	
		2014-2021			0,07	96,72	
		2014-2020			0,06	82,90	
		2014-2019			0,07	96,72	
		2014-2018			0,02	27,63	
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
	T8: pourcentage des forêts ou autres zones boisées sous contrats de gestion soutenant la biodiversité (domaine prioritaire 4A)	2014-2024			0,13	179,62	0,07
		2014-2023			0,11	151,98	
		2014-2022			0,10	138,17	
		2014-2021			0,07	96,72	
		2014-2020			0,06	82,90	
		2014-2019			0,07	96,72	
		2014-2018			0,02	27,63	
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
	T12: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)	2014-2024			11,44	198,35	5,77
		2014-2023			11,28	195,57	
		2014-2022			10,81	187,43	
		2014-2021			9,94	172,34	
		2014-2020			8,29	143,73	
		2014-2019			4,85	84,09	
		2014-2018			4,81	83,40	
		2014-2017			1,73	30,00	
		2014-2016			1,30	22,54	
		2014-2015			36,26	628,68	
	T10: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)	2014-2024			12,02	120,60	9,97
		2014-2023			11,86	118,99	
		2014-2022			11,40	114,38	
		2014-2021			10,51	105,45	
		2014-2020			8,79	88,19	
		2014-2019			8,40	84,28	

		2014-2018			5,54	55,58	
		2014-2017			4,13	41,44	
		2014-2016			0,35	3,51	
		2014-2015			0,35	3,51	
	T9: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ou la préservation des paysages (domaine prioritaire 4A)	2014-2024			13,94	82,31	16,94
		2014-2023			13,76	81,24	
		2014-2022			13,24	78,17	
		2014-2021			12,14	71,68	
		2014-2020			10,32	60,93	
		2014-2019			9,76	57,63	
		2014-2018			6,93	40,92	
		2014-2017			5,66	33,42	
		2014-2016			0,96	5,67	
		2014-2015			35,91	212,02	
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
P4	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	599 049 901,06	99,13	588 587 807,60	97,39	604 336 893,39
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	6 001 122,64	69,38	4 965 053,77	57,40	8 649 500,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2024			14 343 778,23	78,36	18 304 226,19
M04.4	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2024			70,00	53,85	130,00
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	22 309 276,00	99,34	17 319 014,38	77,12	22 457 725,40
M07.1	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2024			93,00	110,71	84,00
M10	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	43 623 121,20	94,04	42 707 228,32	92,06	46 388 749,33
M10.1	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2024			2 201,96	5,79	38 000,00
M11	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	48 043 035,60	101,68	44 523 168,51	94,23	47 250 541,33
M11.1	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2024			13 075,84	32,69	40 000,00
M11.2	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2024			2 073,92	4,94	42 000,00
M12	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024					1 333,33
M12.3	O5 - Superficie	2014-2024					481,00

	totale (ha)						
M13	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	479 073 345,62	99,89	479 073 342,62	99,89	479 589 044,00
M13.1	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2024			16,83	0,01	151 912,00
M13.2	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2024			91,48	0,13	69 372,85
M13.3	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2024					141 783,69

Domaine prioritaire 5B							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible 2025
5B	T15: total des investissements (€) dans l'efficacité énergétique (domaine prioritaire 5B)	2014-2024	16 850 779,96	106,38	14 836 147,88	93,66	15 840 682,54
		2014-2023	16 860 299,88	106,44	13 198 317,11	83,32	
		2014-2022	16 757 805,88	105,79	11 785 393,74	74,40	
		2014-2021	13 959 102,45	88,12	9 531 683,73	60,17	
		2014-2020	13 034 949,94	82,29	8 268 457,13	52,20	
		2014-2019	8 767 299,44	55,35	6 313 440,64	39,86	
		2014-2018	8 835 000,44	55,77	5 006 439,46	31,60	
		2014-2017	7 245 728,16	45,74	1 470 594,89	9,28	
		2014-2016	977 068,81	6,17	977 068,81	6,17	
		2014-2015	693 983,38	4,38	693 983,38	4,38	
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
5B	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	5 984 387,02	94,45	5 263 853,38	83,07	6 336 273,02
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	5 984 387,02	94,45	5 263 853,38	83,07	6 336 273,02
M04	O2 - Total des investissements	2014-2024			14 836 147,88	93,66	15 840 682,54
M04.1 M04.2 M04.3	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2024			299,00	90,06	332,00

Domaine prioritaire 5C							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible 2025
5C	T16: total des investissements (€) dans la production d'énergie renouvelable (domaine prioritaire 5C)	2014-2024	51 612 774,54	93,45	44 005 137,51	79,67	55 232 675,24
		2014-2023	53 113 274,07	96,16	36 865 339,51	66,75	
		2014-2022	52 454 066,80	94,97	34 161 809,93	61,85	
		2014-2021	45 549 305,76	82,47	24 125 471,05	43,68	
		2014-2020	44 654 446,22	80,85	19 067 357,16	34,52	
		2014-2019	13 417 831,33	24,29	13 398 137,30	24,26	
		2014-2018	24 337 911,87	44,06	9 689 408,71	17,54	
		2014-2017	12 188 267,79	22,07	2 955 568,62	5,35	
		2014-2016	1 462 162,69	2,65	769 162,69	1,39	
		2014-2015	124 773,81	0,23	124 773,81	0,23	
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
5C	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	18 436 581,23	95,05	14 209 972,86	73,26	19 395 975,11
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	241 968,47	174,65	186 703,12	134,76	138 546,14
M01.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024			186 703,12	134,76	138 546,14
M01.1	O12 - Nombre de participants aux formations	2014-2024			1 459,00	133,61	1 092,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	12 148 274,49	89,93	8 806 988,65	65,20	13 508 244,84
M04	O2 - Total des investissements	2014-2024			16 484 290,80	62,24	26 486 754,59
M04.1 M04.3	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2024			312,00	84,32	370,00
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	3 208 680,87	118,65	2 378 623,30	87,96	2 704 231,75
M06	O2 - Total des investissements	2014-2024			12 118 896,06	89,63	13 521 158,74
M06	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2024			7,00	87,50	8,00
M06.2 M06.4	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2024			7,00	87,50	8,00
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	2 837 657,40	93,19	2 837 657,79	93,19	3 044 952,38

M08	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2024					80,00
M08.6	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024			2 837 657,79	93,19	3 044 952,38
M08.6	O2 - Total des investissements	2014-2024			15 401 950,65	101,16	15 224 761,90

Domaine prioritaire 5E							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible 2025
5E	Surface forestière concernée par l'amélioration de la valeur environnementale des peuplements forestiers (hectares)	2014-2024			17,57	70,28	25,00
		2014-2023			17,57	70,28	
		2014-2022			17,57	70,28	
		2014-2021			4,57	18,28	
		2014-2020					
		2014-2019					
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
5E	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	500 336,16	79,20	387 379,22	61,32	631 768,13
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	182 903,60	64,69	180 647,88	63,89	282 738,48
M01.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024			180 647,88	63,89	282 738,48
M01.1	O12 - Nombre de participants aux formations	2014-2024			1 486,00	66,76	2 226,00
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	317 432,56	90,95	206 731,34	59,23	349 029,65
M08.5	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024			36 457,69	73,53	49 580,95
M08.5	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2024			3,00	100,00	3,00
M08.6	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024			170 273,65	56,86	299 448,70

Domaine prioritaire 6B							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible 2025
6B	T23: emplois créés dans les projets soutenus (Leader) (domaine prioritaire 6B)	2014-2024			5,00	3,70	135,00
		2014-2023			5,00	3,70	
		2014-2022			3,00	2,22	
		2014-2021					
		2014-2020					
		2014-2019					
		2014-2018					
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
	T22: pourcentage de la population rurale bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (domaine prioritaire 6B)	2014-2024			26,08	86,93	30,00
		2014-2023			25,83	86,10	
		2014-2022			3,65	12,17	
		2014-2021			2,76	9,20	
		2014-2020			2,76	9,20	
		2014-2019			1,70	5,67	
		2014-2018			0,86	2,87	
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
	T21: pourcentage de la population rurale concernée par les stratégies de développement local (domaine prioritaire 6B)	2014-2024			42,91	134,09	32,00
		2014-2023			42,91	134,09	
		2014-2022			42,91	134,09	
		2014-2021			42,91	134,09	
		2014-2020			42,91	134,09	
		2014-2019			42,91	134,09	
		2014-2018			42,91	134,09	
		2014-2017			42,91	134,09	
		2014-2016			42,91	134,09	
		2014-2015			42,91	134,09	
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
6B	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	64 898 375,45	121,02	38 713 785,96	72,19	53 625 894,37
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	18 089 736,46	105,26	9 149 188,16	53,24	17 186 355,56

M07.1 M07.2 M07.4 M07.5 M07.6 M07.7 M07.8	O15 - Population bénéficiant de meilleurs services/infrastruc- tures (informatiques ou autres)	2014-2024			390 495,00	110,37	353 812,00
M07.4	O3 - Nombre d'actions/opératio- ns soutenues	2014-2024			29,00	69,05	42,00
M07.7	O3 - Nombre d'actions/opératio- ns soutenues	2014-2024			1,00	25,00	4,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	469 643,78	96,12	469 643,78	96,12	488 623,81
M19	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024	46 338 995,21	128,90	29 094 954,02	80,93	35 950 915,00
M19	O18 - Population concernée par les groupes d'action locale	2014-2024			506 031,00	134,08	377 400,00
M19	O19 - Nombre de groupes d'action locale sélectionnés	2014-2024			9,00	100,00	9,00
M19.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024			418 623,52	82,61	506 765,00
M19.2	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024			23 871 911,55	85,38	27 959 293,75
M19.3	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024			482 270,72	58,63	822 563,75
M19.4	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2024			4 322 148,23	64,87	6 662 292,50

Documents

Intitulé du document	Type de document	Date du document	Référence locale	Référence de la Commission	Total de contrôle	Fichiers	Date d'envoi	Envoyé par
AIR Financial Annex 2014FR06RDRP043	Annexe financière (systèmes)	06-06-2025			736588457	AIRfinancialAnnex2014FR06RDRP043_fr.pdf		

